

ner. C'est une tout autre forme de contrat. Je crois que le Syndicat a désabusé les habitants de l'Ouest de l'idée que la population de l'Est cherche à les exploiter. A mon avis, elle n'y songe pas et je pense que le Syndicat, vu ses moyens de propagande et de renseignement, a de bonnes chances de connaître le courant général des affaires par tout le Canada, et que le cultivateur peut comprendre plus facilement qu'autrefois l'idée des industriels et des financiers.

L'année a été mauvaise pour les cultivateurs, et je ne crois pas que nous leur venions en aide autant que nous le pourrions. Le traité avec la Nouvelle-Zélande a donné le coup de grâce à l'industrie laitière de ce pays. Lorsqu'un honorable sénateur, aujourd'hui absent, a rassemblé quelques-uns d'entre nous afin de discuter le traité avec l'Australie, après qu'il eut été transmis au Sénat, nous avons prévu que notre pays ne pourrait pas lutter sur un pied d'égalité avec la Nouvelle-Zélande—il ne s'agissait pas tant de l'Australie. Je n'ai jamais beaucoup redouté la concurrence du beurre australien. Pendant que je visitais ce dominion-là, j'ai constaté que, sur une grande étendue du territoire, les pluies étaient aussi peu abondantes que dans tout le Canada occidental. Mais la situation est différente en Nouvelle-Zélande. C'est une petite île ressermée dont presque tout l'intérieur se trouve à moins de cent milles du littoral. Le climat est si admirablement propre à l'élevage du bétail et à l'industrie laitière que je me demande s'il y en a un au monde, même le Danemark, qui convienne mieux à ces fins. En voyant les grands avantages naturels que possèdent les Néo-Zélandais à cet égard, je me suis rendu compte qu'ils seraient pour nous des concurrents redoutables. J'apprendrai à mes honorables collègues quelque chose dont je n'ai jamais parlé. Lors de l'examen du Traité par un groupe, nous avons sérieusement pensé à le combattre; cependant, nous nous en sommes abstenus, croyant que le Sénat aurait mauvaise grâce à désapprouver un traité avec un autre dominion, traité conclu à la suite d'une entente intervenue lors d'une visite d'un ministre du Gouvernement canadien.

Comme tous les autres, je me rends compte des avantages importants que quelques fabricants retirent du traité avec la Nouvelle-Zélande; pourtant, je ne pense pas que ce traité nous soit aussi profitable qu'aux Néo-Zélandais. Je tiens beaucoup à ce que nous entretenions des rapports cordiaux avec les autres dominions; cependant, nos conventions de commerce devraient nous assurer une compensation pour les concessions que nous faisons. Dans l'Ontario et le Québec, les cultivateurs établis

L'honorable M. WILLOUGHBY.

près de la frontière, s'ils font le commerce du lait, ce qui est la partie la plus avantageuse de l'industrie laitière, et s'ils expédient cette denrée à New-York, savent le mal que nous cause ce traité. Lorsqu'elle s'est réunie dans la cité de Moose Jaw, l'association d'industrie laitière de la Saskatchewan et je puis dire que je n'ai pas tenté d'influencer ses membres—s'est insurgée contre le maintien de notre traité avec la Nouvelle-Zélande, en ce qui concerne le beurre. Comme tous mes collègues de la gauche, je suis des mieux disposés envers les autres parties de l'empire; cependant, lorsque nous signons des traités, nous devons avant tout penser à l'intérêt des nôtres, ce qui n'est pas incompatible avec nos bonnes dispositions. Que les représentants des autres pays s'occupent de leurs compatriotes. Je me permettrai de laisser entendre au ministère qu'il devrait prendre d'autres arrangements avec la Nouvelle-Zélande. Ce n'est pas à moi à les lui indiquer. Dans les trois provinces des prairies, nous avons pris grand soin de varier nos entreprises agricoles. Les gens des villes avaient coutume de conseiller aux agriculteurs de renoncer à ne cultiver que du blé; mais, dès que l'industrie laitière a commencé à prospérer, on l'a rendue stérile parce que notre tarif a laissé envahir notre marché par le monde entier.

Depuis deux ou trois ans, une grande activité régnait dans le commerce et l'industrie; mais, en apparence, leur déclin est très rapide maintenant. Il fut un temps où le prix des actions et des denrées était fort gonflé; aujourd'hui, les actions ont repris leur valeur normale, et la population canadienne s'apercevra probablement qu'elle a perdu plus qu'elle avait gagné dans ses spéculations à la bourse. Quelques personnes ont été assez heureuses pour éviter la catastrophe; cependant, l'homme de la rue a été perdant, j'imagine. A n'en pas douter, les bénéfices momentanés obtenus à la bourse ont pendant un temps eu un effet bien-faisant sur les affaires en général, et une partie de l'argent ainsi gagné a pu servir à lancer de nouvelles entreprises. Le marchand dont les opérations de bourse ont été heureuses un jour a peut-être fait des achats le lendemain; mais, je le répète, le temps du gain n'a pas duré longtemps et maintenant qu'il a cessé, les nôtres sont dans un pire état à cause de ces circonstances anormales.

Les honorables sénateurs seraient surpris du nombre des maisons de coulisse ou *bucket shops*, comme on les désigne, qu'il y a dans les provinces des prairies. A Moose-Jaw, cité de vingt à vingt-cinq mille habitants, nous avons cinq maisons de change; Regina en compte un plus grand nombre, et même dans des établis-